

« Comment Zelensky a fait la paix avec les paramilitaires néonazis », par Alexander Rubinstein et Max Blumenthal

 europalestine.com/2022/03/06/comment-zelensky-a-fait-la-paix-avec-les-paramilitaires-neonazis-par-alexander-rubinstein-et-max-blumenthal/



Zelensky décerne au commandant du Secteur droit, Dmytro Kotsyubaylo, le prix du « Héros de l'Ukraine ».

Quelle que soit l'analyse que l'on fasse de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pourquoi l'Occident fait-il tout son possible pour cacher l'existence et l'influence de forces nazies en Ukraine ?

« Alors que les médias occidentaux font valoir l'origine juive de Volodymyr Zelensky pour réfuter les accusations d'influence nazie en Ukraine, le président a cédé aux forces néonazies et dépend désormais d'elles comme combattants de première ligne », expliquent dans Grayzone, Alexander Rubinstein et Max Blumenthal.

« En octobre 2019, retracent les deux auteurs, alors que la guerre dans l'est de l'Ukraine s'éternisait, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est rendu à Zolote, une ville située fermement dans la « zone grise » du Donbass, où plus de 14 000 personnes avaient été tuées, principalement du côté pro-russe. Là, le président a rencontré les vétérans endurcis des unités paramilitaires d'extrême droite qui poursuivent le combat contre les séparatistes à quelques kilomètres de là.

Élu sur un programme de désescalade des hostilités avec la Russie, Zelensky était déterminé à faire appliquer la « formule Steinmeier » conçue par Walter Steinmeier, alors ministre allemand des Affaires étrangères, qui prévoyait des élections dans les régions russophones de Donetsk et de Lougansk.

Lors d'un face-à-face avec les militants du bataillon néonazi Azov qui avaient lancé une campagne de sabotage de l'initiative de paix intitulée « Non à la capitulation », Zelensky s'est heurté à un mur d'obstination.

Les appels au désengagement des lignes de front ayant été fermement rejetés, Zelensky s'est effondré devant la caméra. « Je suis le président de ce pays. J'ai 41 ans. Je ne suis pas un perdant. Je suis venu vous voir et je vous ai dit : retirez les armes », a imploré Zelensky aux combattants.

Une fois que la vidéo de la confrontation orageuse s'est répandue sur les réseaux sociaux ukrainiens, Zelensky est devenu la cible d'une réaction virulente.

Andriy Biletsky, le chef du Bataillon Azov, fièrement fasciste, qui s'était engagé à « mener les races blanches du monde dans une croisade finale... contre les Untermenschen dirigés par des sémites », a juré d'amener des milliers de combattants à Zolote si Zelensky insistait davantage. Pendant ce temps, un parlementaire du parti de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko a ouvertement fantasmé sur le fait que Zelensky serait réduit en miettes par une grenade d'un militant.

Bien que Zelensky ait obtenu un désengagement mineur, les paramilitaires néonazis ont intensifié leur campagne « Pas de capitulation ». En quelques mois, les combats ont repris à Zolote, déclenchant un nouveau cycle de violations de l'accord de Minsk.

À ce stade, Azov a été officiellement incorporé dans l'armée ukrainienne et son aile d'autodéfense, connue sous le nom de Corps national, a été déployée dans tout le pays sous la surveillance du ministère ukrainien de l'Intérieur et aux côtés de la police nationale. En décembre 2021, on peut voir Zelensky remettre un prix de « Héros de l'Ukraine » à un dirigeant du parti fasciste « Secteur droit » (« Pravy Sektor ») lors d'une cérémonie au Parlement ukrainien.

Un conflit à grande échelle avec la Russie approchait, et la distance entre Zelensky et les paramilitaires extrémistes se réduisait rapidement.

Ce 24 février, lorsque le président russe Vladimir Poutine a envoyé des troupes en territoire ukrainien avec pour mission déclarée de « démilitariser et dénazifier » le pays, les médias américains se sont lancés dans une mission qui leur était propre : nier le pouvoir des paramilitaires néonazis sur la sphère militaire et politique du pays. Comme l'a souligné la National Public Radio, financée par le gouvernement américain, « les propos de Poutine [sur la dénazification] sont offensants et erronés sur le plan des faits ».

Dans leur tentative de détourner l'attention de l'influence du nazisme dans l'Ukraine contemporaine, les médias américains ont trouvé leur outil de relations publiques le plus efficace dans la figure de Zelensky, une ancienne star de la télévision et un comédien d'origine juive. C'est un rôle que l'acteur devenu politicien a assumé avec enthousiasme.

Mais comme nous le verrons, Zelensky n'a pas seulement cédé du terrain aux néonazis en son sein, il leur a confié un rôle en première ligne dans la guerre de son pays contre les forces pro-russes et russes.

La judéité du président, un outil de relations publiques pour les médias occidentaux

Quelques heures avant le discours du 24 février du président Poutine déclarant que la dénazification était l'objectif des opérations russes, le président ukrainien Volodymyr Zelensky « a demandé comment un peuple qui a perdu huit millions de ses citoyens en combattant les nazis pouvait soutenir le nazisme », selon la BBC.

Élevé dans une famille juive non religieuse en Union soviétique dans les années 1980, Zelensky a minimisé son héritage dans le passé. « Le fait que je sois juif arrive en dernier dans ma longue liste de défauts », a-t-il plaisanté lors d'une interview de 2019 dans laquelle il a refusé de donner plus de détails sur ses origines religieuses.

Aujourd'hui, alors que les troupes russes s'abattent sur des villes comme Marioupol, qui est effectivement sous le contrôle du bataillon Azov, Zelensky n'a plus honte de diffuser sa judéité. « Comment pourrais-je être un nazi ? » s'est-il demandé à haute voix lors d'une allocution publique. Pour les médias américains engagés dans une guerre de l'information totale contre la Russie, l'origine juive du président est devenue un outil de relations publiques essentiel.

Dans une interview avec Wolf Blitzer de CNN, le général John Allen a dénoncé l'utilisation par Poutine du terme « dénazifier », tandis que le journaliste et ancien lobbyiste israélien Blitzer secouait la tête avec dégoût. Dans une autre interview avec Blitzer, le soi-disant « dénonciateur de l'Ukraine », Alexander Vindman, né en Ukraine, a grommelé que l'affirmation est « manifestement absurde, il n'y a vraiment aucun mérite... vous avez souligné que Volodymyr Zelensky est juif... la communauté juive [est] embarrassée. Elle est au cœur du pays et il n'y a rien dans ce récit nazi, ce récit fasciste. C'est un prétexte fabriqué de toutes pièces ».

Derrière le spin des médias corporatifs se cache la relation complexe et de plus en plus étroite que l'administration de Zelensky entretient avec les forces néonazies investies de responsabilités militaires et politiques clés par l'État ukrainien, et le pouvoir dont ces fascistes ouverts jouissent depuis que Washington a installé un régime aligné sur l'Occident par un coup d'État en 2014.

En fait, le principal soutien financier de Zelensky, l'oligarque juif ukrainien Igor Kolomoisky, a aussi été l'un des principaux bienfaiteurs du bataillon néonazi Azov et d'autres milices extrémistes.



Le président Zelensky (C) rencontre l'oligarque milliardaire et associé Igor Kolomoisky le 10 septembre 2019

Soutenus par le principal financier de Zelensky, les militants néo-nazis déclenchent une vague d'intimidation.

Incorporé à la Garde nationale ukrainienne, le bataillon Azov est considéré comme l'unité la plus zélée idéologiquement et la plus motivée militairement dans la lutte contre les séparatistes pro-russes dans la région orientale du Donbass.

Avec des insignes Wolfsangel d'inspiration nazie sur les uniformes de ses combattants, qui ont été photographiés avec des symboles SS sur leurs casques, Azov « est connu pour son association avec l'idéologie néonazie... [et] est soupçonné d'avoir participé à la formation et à la radicalisation d'organisations de suprématie blanche basées aux États-Unis », selon un acte d'accusation du FBI concernant plusieurs nationalistes blancs américains qui se sont rendus à Kiev pour s'entraîner avec Azov.



Le Bataillon Azov défile avec des drapeaux Wolfsangel d'inspiration nazie à Marioupol, en août 2020.

Igor Kolomoisky, un baron ukrainien de l'énergie d'origine juive, est l'un des principaux bailleurs de fonds d'Azov depuis sa création en 2014. Il a également financé des milices privées comme les bataillons Dnipro et Aidar, et les a déployées comme une escouade de voyous personnelle pour protéger ses intérêts financiers.

En 2019, Kolomoisky est devenu le principal soutien de la candidature présidentielle de Zelensky. Bien que Zelensky ait fait de la lutte contre la corruption le thème principal de sa campagne, les Pandora Papers l'ont exposé, ainsi que les membres de son cercle proche, en train de cacher d'importants paiements de Kolomoisky dans une toile d'ombre de comptes offshore.

Lorsque Zelensky a pris ses fonctions en mai 2019, le bataillon Azov maintenait le contrôle de facto de la ville portuaire stratégique du sud-est de Marioupol et de ses villages environnants. Comme l'a noté Open Democracy, « Azov a certainement établi un contrôle politique des rues de Marioupol. Pour maintenir ce contrôle, ils doivent réagir violemment, même si ce n'est pas officiellement, à tout événement public qui s'écarte suffisamment de leur programme politique. »

Les attaques d'Azov à Marioupol ont notamment visé des « féministes et des libéraux » qui défilaient lors de la Journée internationale des droits des femmes, entre autres méfaits.

En mars 2019, des membres du Corps national du bataillon Azov ont attaqué le domicile de Viktor Medvedchuk, principale figure de l'opposition en Ukraine, l'accusant de trahison pour ses relations amicales avec Vladimir Poutine, le parrain de la fille de Medvedchuk.

L'administration de Zelensky a intensifié l'attaque contre Medvedchuk, en fermant plusieurs médias qu'il contrôlait en février 2021 avec l'approbation ouverte du département d'État américain, et en emprisonnant le leader de l'opposition pour trahison trois mois plus tard. Zelensky a justifié ses actions par la nécessité de « lutter contre le danger d'agression russe dans le domaine de l'information. »

Ensuite, en août 2020, le Corps national d'Azov a ouvert le feu sur un bus contenant des membres du parti de Medvedchuk, Patriotes pour la vie, en blessant plusieurs avec des balles en acier recouvertes de caoutchouc.

Zelensky n'a pas réussi à maîtriser les néonazis et a fini par collaborer avec eux.

Après sa tentative ratée de démobiliser les militants néonazis dans la ville de Zolote en octobre 2019, Zelensky a appelé les combattants à la table, déclarant aux journalistes : « J'ai rencontré les vétérans hier. Tout le monde était là – le Corps national, Azov, et tous les autres. »



À quelques sièges du président juif se trouvait Yehven Karas, le chef du gang néonazi C14.

Lors de la « révolution de la dignité » de Maidan, qui a chassé le président élu de l'Ukraine en 2014, les militants du C14 ont investi l'hôtel de ville de Kiev et plâtré ses murs d'insignes néonazis avant de se réfugier dans l'ambassade du Canada.

Ancienne aile jeunesse du parti ultra-nationaliste Svoboda, le C14 semble tirer son nom des 14 mots tristement célèbres du leader néo-nazi américain David Lane : « Nous devons assurer l'existence de notre peuple et un avenir pour les enfants blancs. »

En proposant de réaliser des actes de violence spectaculaires pour le compte de quiconque est prêt à payer, les hooligans ont entretenu des relations étroites avec divers organes de gouvernement et de puissantes élites en Ukraine.

Le gang néonazi C14 propose de commettre des actes de violence sur commande : « Le C14 travaille pour vous. Aidez-nous à rester à flot, et nous vous aiderons. Pour les donateurs réguliers, nous ouvrons une boîte à souhaits. Quels sont vos ennemis à qui vous voulez rendre la vie difficile ? Nous allons essayer de le faire. »

Un rapport de mars 2018 de Reuters a déclaré que « le C14 et le gouvernement municipal de Kiev ont récemment signé un accord permettant au C14 d'établir une « garde municipale » pour patrouiller dans les rues », leur donnant effectivement la sanction de l'État pour mener des pogroms.

Comme le rapporte The Grayzone, le C14 a mené un raid pour « purger » les Roms de la gare de Kiev en collaboration avec la police de Kiev.

Non seulement cette activité a été sanctionnée par le gouvernement de la ville de Kiev, mais le gouvernement américain lui-même n'y a vu aucun problème, accueillant Bondar dans une institution officielle du gouvernement américain à Kiev où il s'est vanté des pogroms. Le C14 a continué à recevoir des fonds de l'État tout au long de 2018 pour « l'éducation nationale-patriotique. »

Karas a affirmé que les services de sécurité ukrainiens « transmettaient » des informations concernant les rassemblements pro-séparatistes « non seulement [à] nous, mais aussi à Azov, au Secteur droit, etc. »

« En général, les députés de toutes les factions, la Garde nationale, le Service de sécurité de l'Ukraine et le ministère des Affaires intérieures travaillent pour nous. Vous pouvez plaisanter comme ça », a déclaré Karas.

Tout au long de 2019, Zelensky et son administration ont approfondi leurs liens avec les éléments ultranationalistes à travers l'Ukraine.

Le premier ministre de l'époque, Oleksiy Honcharuk, sur la scène du concert néonazi « Veterans Strong ».

Après la participation du Premier ministre à un concert néonazi, Zelensky rend hommage au leader du Secteur droit.

Quelques jours seulement après la rencontre de Zelensky avec Karas et d'autres dirigeants néonazis en novembre 2019, Oleksiy Honcharuk – alors Premier ministre et chef adjoint du bureau présidentiel de Zelensky – est apparu sur scène lors d'un concert néonazi organisé par la figure du C14 et meurtrier présumé Andriy Medvedko.

La ministre des Anciens combattants de Zelensky a non seulement assisté au concert, qui présentait plusieurs groupes de métal antisémites, mais elle en a fait la promotion sur Facebook.

Toujours en 2019, Zelensky a défendu le footballeur ukrainien Roman Zolzulya contre des supporters espagnols qui le traitaient de « nazi ». Zolzulya avait posé à côté de photos du collaborateur nazi de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, Stepan

Bandera, et soutenait ouvertement le bataillon Azov. Zelensky a répondu à la controverse en proclamant que toute l'Ukraine soutenait Zolzulya, le décrivant comme « non seulement un joueur de football cool mais aussi un vrai patriote. »

En novembre 2021, l'un des miliciens ultra-nationalistes ukrainiens les plus en vue, Dmytro Yarosh, a annoncé qu'il avait été nommé conseiller du commandant en chef des forces armées ukrainiennes. Yarosh est un disciple avoué du collaborateur nazi Bandera : il a dirigé Secteur droit de 2013 à 2015, jurant de mener la « dé-russification » de l'Ukraine.



Dmytro Yarosh pose avec le commandant en chef des forces armées ukrainiennes.

Un mois plus tard, alors que la guerre avec la Russie se rapprochait, Zelensky a décerné au commandant du Secteur droit Dmytro Kotsyubaylo la citation de « Héros de l'Ukraine ». Surnommé « Da Vinci », Kosyubaylo garde un loup de compagnie dans sa base de la ligne de front, et aime plaisanter avec les journalistes en visite que ses combattants « le nourrissent des os des enfants russophones ».



Zelensky décerne au commandant du Secteur droit Dmytro Kotsyubaylo le prix du « Héros de l'Ukraine ».

Le leader néonazi soutenu par l'État ukrainien affiche son influence à la veille de la guerre avec la Russie.

Le 5 février 2022, quelques jours seulement avant le déclenchement d'une guerre totale avec la Russie, Yevhen Karas, du groupe néonazi C14, a prononcé un discours public à Kiev destiné à souligner l'influence dont son organisation et d'autres comme elle jouissaient sur la politique ukrainienne.

« La LGBT et les ambassades étrangères disent 'il n'y avait pas beaucoup de nazis à Maidan, peut-être environ 10 % de vrais idéologues' », remarque Karas. « Sans ces 8 % [de néonazis], l'efficacité [du coup d'État de Maidan] aurait chuté de 90 %. »

La « révolution de la dignité » de Maidan en 2014 aurait été une « parade gay » sans le rôle instrumental des néo-nazis, a-t-il proclamé.

Karas a poursuivi en affirmant que l'Occident a armé les ultra-nationalistes ukrainiens parce que « nous nous amusons à tuer. » Il a également fantasmé sur la balkanisation de la Russie, déclarant qu'elle devrait être divisée en « cinq » pays différents..



Karas faisant le salut nazi

« Si nous sommes tués... nous sommes morts en combattant une guerre sainte ».

Lorsque les forces russes sont entrées en Ukraine ce 24 février, encerclant les militaires ukrainiens à l'est et se dirigeant vers Kiev, le président Zelensky a annoncé une mobilisation nationale qui comprenait la libération de criminels de prison, parmi lesquels des meurtriers présumés recherchés en Russie. Il a également approuvé la distribution d'armes aux citoyens ordinaires et leur entraînement par des paramilitaires aguerris comme le bataillon Azov.

Avec les combats en cours, le Corps national d'Azov a rassemblé des centaines de civils ordinaires, y compris des grands-mères et des enfants, pour s'entraîner sur des places publiques et dans des entrepôts de Kharviv à Kiev et à Lviv.

Le 27 février, le compte Twitter officiel de la Garde nationale ukrainienne a publié une vidéo des « combattants d'Azov » graissant leurs balles avec de la graisse de porc pour humilier les combattants musulmans russes de Tchétchénie.

Un jour plus tard, le Corps national du bataillon Azov a annoncé que la police régionale de Kharkiv commencerait à utiliser le bâtiment de l'administration régionale d'État de la ville comme quartier général de la défense. Des images postées sur Telegram le lendemain montrent le bâtiment occupé par Azov touché par une frappe aérienne russe.

En plus d'autoriser la libération de criminels endurcis pour qu'ils rejoignent la bataille contre la Russie, Zelensky a ordonné à tous les hommes en âge de combattre de rester dans le pays. Les militants d'Azov ont entrepris d'appliquer cette politique en brutalisant les civils qui tentent de fuir les combats autour de Mariupol.

Selon un Grec résidant à Marioupol, récemment interviewé par une chaîne d'information grecque, « Lorsque vous essayez de partir, vous courez le risque de tomber sur une patrouille des fascistes ukrainiens, le bataillon Azov », a-t-il déclaré, ajoutant « ils me tueraient et sont responsables de tout ».

Des images publiées en ligne semblent montrer des membres en uniforme d'une milice fasciste ukrainienne à Marioupol, qui font sortir violemment des habitants en fuite de leur véhicule sous la menace d'une arme.

D'autres vidéos filmées aux points de contrôle autour de Marioupol montrent des combattants d'Azov tirant et tuant des civils qui tentent de fuir.

Le 1er mars, Zelensky a remplacé l'administrateur régional d'Odessa par Maksym Marchenko, ancien commandant du bataillon d'extrême droite Aidar, accusé de toute une série de crimes de guerre dans la région du Donbass.

Pendant ce temps, alors qu'un convoi massif de véhicules blindés russes fonçait sur Kiev, Yehven Karas, du groupe néonazi C14, a publié une vidéo sur YouTube depuis l'intérieur d'un véhicule transportant vraisemblablement des combattants.

« Si nous sommes tués, c'est putain de génial parce que cela signifie que nous sommes morts en combattant une guerre sainte », s'est exclamé Karas. « Si nous survivons, ce sera encore mieux, putain ! C'est pour ça que je ne vois pas d'inconvénient à tout ça, seulement des avantages ! »

Alexander Rubinstein et Max Blumenthal

Source : <https://thegrayzone.com/2022/03/04/nazis-ukrainian-war-russia/>

Traduction Arrêt sur info. Pour les liens activés voir la version anglaise

CAPJPO-EuroPalestine